

Ce texte est basé sur des contributions envoyées au PS et sur une réflexion plus globale sur la France dans le cadre de la dernière présidentielle.

Ce texte se veut bienveillant et sans tabou dans un but de régler ce qui n'a pas fonctionné car le défi immense qui est le notre est de réussir dans l'opposition ce qui n'a pas fonctionné pendant l'exercice du pouvoir.

Quelles doivent être les valeurs socialistes ?

Les socialistes doivent avant toute chose garantir à chaque être humain un minimum pour une subsistance décente. C'est une priorité qui ne peut être occultée par aucune raison économique ni aucun intérêt privé ou provenant d'un autre acteur que l'état.

En suite les socialistes doivent engager le pays dans une transition écologique et énergétique, mais cela doit se faire de façon intelligente, il est possible d'avoir une croissance financière tout en ayant une décroissance quantitative de l'exploitation des ressources, de la production et de la consommation. L'agroforesterie et l'agriculture biologiques seront des outils essentiels de cette transition, ainsi que le télétravail et les tiers lieux.

La renaissance du socialisme implique un débat sans tabous, voici quelques erreurs du précédent quinquennat à éviter de reproduire :

Ne pas faire de cadeaux fiscaux aux entreprises sans garanties de création d'emploi en contrepartie.
Ne pas lancer de débat sur des sujets comme déchéance de nationalité, et laisser ce genre de thème à l'extrême droite.

Ne pas libéraliser le marché du travail, sans avoir donné une sécurité matérielle par la mise en place d'un revenu de base décent.

Ne pas détruire les camps de Roms et de migrants à la pelleuse sans avoir en amont organisé une solution décente de relogement.

Il faut faire preuve de détermination, par exemple si on décide de rajouter une tranche d'impôts et que c'est retoqué par le conseil constitutionnel, on peut organiser un referendum sur le sujet.

Les valeurs socialistes sont des valeurs de gauche, c'est à dire des valeurs de protection des plus faibles face aux abus des plus voraces. Les valeurs de gauche c'est l'équité, le partage, la tolérance, cela ne veut pas dire qu'il faut niveler par le bas et réprimer toute forme de mérite, cela veut dire que l'on ne doit laisser personne en difficulté et que les ressources nécessaires à cette solidarité doivent être prélevées là où il y a des abus.

Les défis pour la France

- Créer une école qui valorise la motivation des élèves pour intégrer plus facilement ceux qui sont les plus éloignés de la culture scolaire.
- Créer des liens entre la recherche scientifique et le milieu scolaire, permettre aux jeunes de participer aux défis scientifiques de demain. Ils compléteront l'expérience des chercheurs par l'intelligence brute, un regard nouveau et la créativité.
- Passer au bio et à l'agroforesterie pour préserver la santé et l'environnement.
- végétaliser les villes.
- Développer le télétravail pour moins polluer.
- S'assurer que chacun ait un revenu décent.

- Construire une Europe humaine qui est un plus pour la France et pas une entrave.
- Développer la démocratie participative notamment par des consultations par internet, et des référendums locaux.
- Assurer des soins de santé gratuits pour tous.
- Simplifier l'administration (sans perte de qualité).
- Une présidence de la république plus à l'écoute des citoyens.
- Libérer les énergies des petits porteurs de projets par des aides rapides et directes à l'amorçage.
- Aider les entreprises à s'implanter en zone rurale.
- Aider les jeunes à démarrer car investir dans un jeune c'est investir dans l'avenir du pays.
- Développer toutes les technologies nécessaires à la transition énergétique et écologique (production et stockage des énergies renouvelables, industrie non polluante, réduction des trajets, éco conception durable des objets, réparation et ré-emploi des objets)

Quelques idées en détail :

Retraites :

Retraite à 60 ans pour tous avec un minimum garanti au smic et plafonné à 10000€ par mois. (autorisation de maintenir une activité après la retraite).

Explication : il n'y a pas de raison d'augmenter l'âge de départ à la retraite tant qu'il y a du chômage. Quitte à ce que la collectivité doive payer pour ceux qui ne peuvent pas travailler, autant que ceux qui travaillent soit des jeunes motivés plutôt que des personnes âgées épuisées. Réfléchir à un partage plus équitable du temps de travail avec semi compensation des pertes de salaire. (pour répartir équitablement l'effort entre salariés et entreprises)

Économie :

Entrée au capital et prêts accordés pour aider au développement d'entreprises considérées utiles (start up, numérique, écologie ...) de la part de l'état et des collectivités locales (plan d'aide massif et conditionné à la création d'emplois).

Un soutien particulier sera apporté aux acteurs de l'économie sociale et solidaire : associations, SCOP(s) et SCIC(s) et aux acteurs de l'innovation sociale : Fablabs, tiers lieux, incubateurs, notamment par des aides directes au démarrage. (5000 à 10000€)

Baisse des charges pour les entreprises réinvestissant la totalité de leur bénéfice.

Objectif : développer massivement l'économie et encourager les entreprises vertueuses sur le plan économique et social. Poser la question du modèle économique de l'état pour le positionner comme investisseur stratège de l'économie nationale tout en lui permettant de collecter des plus-values et dans un premier temps rembourser la dette puis sur le long terme permettre pour partie d'améliorer le service public et d'autre part de baisser les impôts.

Europe :

Proposer et construire en concertation avec la population, un projet pour faire de l'Europe un bien commun mutuellement profitable et non une contrainte ou une entrave.

Objectif : mettre fin aux lourdeurs. Libérer les énergies. Rétablir un système démocratique digne et équitable.

Démocratie :

Consultation des citoyens : directement et régulièrement par référendum, notamment en cas de

mesure bénéfique et souhaité par la population qui serait bloqué par les institutions.

Consultation des citoyens par internet (sur la base de leur disponibilité et du volontariat) dans le processus législatif en tant que troisième chambre.

Validation des lois par trois chambres : l'assemblée nationale, le sénat (chambre territoriale qui serait formée par tirage au sort parmi tous les élus municipaux tirés au sort pour les postes de sénateur) et la chambre citoyenne formée par tous les inscrits sur les listes électorales votant par internet.

Un tiers des députés tirés au sort sur les listes électorales.

Les lois sont validées si au minimum 2 des trois chambres les valident.

Droit de vote à 16 ans.

Éventuellement, référendum révocatoire pour le président de la république, à mi-mandat ou sur pétition d'un million de signatures.

Objectif : mettre fin au modèle de gouvernance passé et actuel qui nous mènent à l'échec. Il y a eu la fin de l'esclavage, le droit de vote des femmes, je propose que ceci soit la prochaine étape de l'amélioration de la dignité humaine : intégrer directement la participation de la population au processus législatif. Respectons les gens, ne les prenons pas pour des imbéciles. Nous en avons les moyens technologiques. Les citoyens apprendront à utiliser cet outil de même que le vote des femmes n'a pas posé de problèmes n'en déplaise à ses détracteurs de l'époque.

Égalité :

- Mise en place d'un revenu de base universel décent (ou dividende universel) : revenu perçu par tous visant à un partage collectif des profits prélevés en partie sur les dividendes versés par les entreprises, en partie en remplacement de certaines prestations sociales existantes (bourses étudiantes, RSA, ...) , et en partie par une hausse conséquente de l'impôt sur le revenu.

Montant : 550€ par personne+300€ par mineur à charge....

(vient en complément de l'allocation adulte handicapé et des allocations logement)

Cela créera définitivement un droit inaliénable à la subsistance. Le bilan pour l'état doit être neutre ou légèrement positif. Le bilan social sera positif pour les plus démunis et la légère charge supplémentaire portera principalement sur les revenus rentiers (dividendes). Le calcul sera fait de sorte que les contribuables aisés auront un revenu final équivalent, récupérant avec le revenu de base ce qu'ils paieront en plus en impôts. L'avantage étant que comme ils percevront aussi ce revenu il leur sera plus difficile d'invoquer l'idéologie de l'assistanat pour les plus démunis.

Objectif : redistribuer les richesses. L'idée c'est que quand le pays produit et réussit, tout le monde en a une petite part. C'est aussi de mettre fin à la grande pauvreté une bonne fois pour toute. Une sécurité automatique qui protège chacun de la misère en toute circonstance. Par ailleurs, cet argent ainsi redistribué aidera la relance de l'économie.

Santé :

Ouverture de la cmu à toute la population : gratuite pour les plus défavorisés, payante sur critères sociaux pour les autres.

Ou bien simplifier tout le système en adoptant la gratuité pour les soins de santé nécessaires (évitant les maladies, les séquelles, ou la mort, à l'exclusion des soins de confort et de chirurgie esthétique)

Explication : la Cmu est la meilleure couverture santé. Il est injuste que ceux qui gagnent plus soit obligés de prendre des mutuelles privés qui rémunèrent leurs actionnaires et ne remboursent pas tout. L'idée c'est que ceux qui ont des revenus plus ou moins importants puissent aussi bénéficier de la Cmu, en payant lorsque ils le peuvent et que l'argent serve au système de santé et pour payer les soins de ceux qui n'ont pas les moyens plutôt que pour les actionnaires.

Famille :

Aider les familles par un revenu, leur permettant si elles le souhaitent de se consacrer temporairement à leur enfant (voir revenu de base).

Mettre en place des solutions de garde pour les familles où les deux parents souhaitent travailler.

Explication : sans jugement moral ou sociétal, permettre à la population de gérer le moment de la vie familiale avec le maximum de liberté et de confort pour permettre aux jeunes générations de démarrer dans la vie dans les meilleures conditions possibles et ainsi investir dans l'avenir du pays.

Administration :

Simplifier les démarches fiscales et administratives pour réduire le temps passé et le coût pour les personnes et les entreprises. Un principe simple étant l'unicité des déclarations de revenu (au lieu des déclarations multiples actuel : impôts, caf, urssaf, rsi ...)

Simplifier et optimiser les normes (sans baisse de qualité) pour libérer la capacité d'entreprendre.

Explication : Les lois et procédures, ne sont pas une fin en soi, elles sont des outils du vivre ensemble, il faut diminuer les contraintes qui sont actuellement trop lourdes et nuisent à l'économie et au moral des gens. Il faut par ailleurs mettre plus de confiance et de bienveillance car le sentiment de soumission n'est pas une caractéristique de la démocratie. Cette souplesse doit s'appliquer aux particuliers et petites entreprises tout en encadrant courageusement les abus des grands groupes et des multinationales.

Présidence :

Le président nouvellement élu doit réaliser son programme dès son élection, le plus rapidement possible, puisque cela vient d'être voté, le reste du mandat permet d'engager un dialogue avec la population et de faire de nouvelles propositions en fonction des événements.

Explication : un gage de bonne foi indispensable après les outrances autocratiques de l'exécutif actuel.

Recherche/Environnement :

Financement de la recherche et en particulier de celle visant à minimiser l'impact environnemental des activités humaines et en terme de solutions énergétiques.

Objectif : mettre en place une vraie procédure pour une vie humaine en croissance, en adéquation avec un environnement divers et préservé.

Activité :

Fusionner les pépinières d'entreprises, incubateurs, chambres consulaires et pôle emploi pour en faire un centre efficace de création d'activité et d'entreprises.

Objectif : rationaliser et simplifier la stratégie des dispositifs de soutiens à l'activité pour diminuer le nombre de dispositifs et rendre leur action massive et efficace.

Ruralité :

Diminuer les charges sur les mairies et augmenter leurs dotations et leurs capacités d'initiatives locales pour faire vivre la démocratie au plus près des citoyens.

Laisser plus de libertés aux petites communes pour définir les dépenses prioritaires.

Aider les agriculteurs souhaitant se convertir à l'agriculture biologique, de qualité et/ou en circuit court et/ou petites exploitations.

Aider les entreprises à s'implanter en zone rurale.

Explication : les municipalités ont une connaissance précise des besoins de leur territoire que ne peuvent pas avoir les autres échelons territoriaux. Leur donner des moyens de garantir l'égalité territoriale des citoyens.

Objectif : faire revivre les zones rurales en les rendant attractives et en y relocalisant du dynamisme et de l'activité et dans le même temps dé-saturer les centres urbains.

Jeunesse :

Une aide de 10000€ une fois dans la vie des personnes nées après 1998 pour les aider dans un achat immobilier ou une création d'entreprise.

Objectif : un pays qui investit dans sa jeunesse lui permet de réussir plus vite et mieux, il investit donc dans sa croissance et dans son avenir.

Éducation :

Création de centres expérimentaux testant diverses méthodes d'éducation, pour faire des propositions sur le long terme. Réformer l'éducation pour intégrer des méthodes plus participatives, pour laisser plus de place à l'initiative et la créativité.

Explication :

Dans un marché de l'emploi où on peut considérer comme fini le modèle où on trouvera un travail pour 40 ans, les profils non audacieux que produit le système scolaire actuel sont en difficultés quand il s'agit de faire preuve d'initiative et d'inventivité. Notamment s'ils doivent créer leur propre activité.

C'est aussi et surtout sur le plan philosophique en 2018 un problème de manque de considération vis à vis de la dignité de la personne humaine. Un système qui laisse exprimer toute la diversité et les potentialités de chacun tout en apportant un socle commun et en favorisant le partage et la transmission aussi entre élèves préparera mieux les générations futures au monde dans lequel elles vont vivre. Un monde où tout va très vite, un monde qui a besoin plus de cerveaux que de bras. Un monde où l'autorité incontestable du maître austère devant le tableau noir fait place à l'incertitude mais aussi l'enthousiasme de l'expérimentation permanente.

Les défis pour le parti socialiste

- désigner ses dirigeants sur la base des compétences et la motivation non sur l'ancienneté ou la cooptation, cela devrait se traduire par un parti à l'image de la population avec des dirigeants compétents de 20 à 90 ans.

- un positionnement large et équilibré. Il faut s'intéresser aux idées et traiter les sujets de Mélenchon à Macron mais sans franchir les limites d'un extrémisme populiste ou d'un libéralisme prétendu social.

- oser reconnaître ce qui n'a pas fonctionné. :

Quand on est au pouvoir, il faut être très actif comme peut l'être le président Macron, mais il faut l'être pour faire des réformes de gauche et pas pour céder aux réformes de droite demandées par les lobbys. Il ne doit plus y avoir d'ambiguïté entre d'un côté une attitude de courage et de combat dans l'opposition et une acceptation de l'ordre établi quand on est au pouvoir. Si un jour le PS retourne au pouvoir, c'est pas juste pour être au pouvoir c'est pour y accomplir la volonté du peuple de gauche, ce qui, en dépit des nombreuses avancées n'a pas été suffisamment fait pendant le précédent mandat

et a été sanctionné.

- Éviter les cafouillages avec une ligne politique démocratiquement décidée par les militants sujet par sujet : les militants peuvent faire remonter des propositions de prise de position. Quand une proposition recueille un nombre suffisant de soutien, elle est retenue. Les dirigeants y ajoutent des questions d'actualité du moment. En suite un vote est réalisé dans les sections avec un formulaire comprenant plusieurs propositions de prise de position. On fait ensuite remonter les résultats et les membres et dirigeantes du parti sont tenus de défendre la ligne choisie ou de s'abstenir de commenter publiquement.

- de la sincérité, de la clarté.

- rechercher les unions et la victoire.

- Là où le PS est au pouvoir localement, prouver qu'il réalise une politique bénéfique. Et communiquer dessus.

Comment conquérir et exercer le pouvoir

Les récentes élections ont prouvé que aucun parti de gauche n'était actuellement en mesure de gagner seul une élection. La refondation, la réflexion en interne et la proposition d'un projet clair pour le parti et le pays est une première étape. Une seconde étape est de désigner des dirigeants d'une nouvelle génération qui ont de fortes convictions de gauche et prouveront qu'ils combattent les gouvernements de droite au quotidien. Quand le PS est encore au pouvoir localement il se doit d'obtenir des résultats et de le faire savoir. Enfin la troisième étape consistera à créer les conditions de l'union à gauche avec d'autres formations politiques (ouvertes à ce principe également) car avoir raison sur la réflexion et avoir un bon projet politique ne suffit pas, et cela ne sert même à rien si à la fin c'est la droite qui gagne les élections.